



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Taux

Question écrite n° 47400

Texte de la question

M. Jean-Paul Anciaux attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème du taux de TVA des prestations de restauration. En effet, la restauration française est actuellement soumise à un taux de TVA de 20,60 % qui freine la compétitivité de la restauration française, non seulement sur le plan interne par rapport à d'autres formes de restauration, mais également sur le plan européen et international. Il convient de souligner que nos voisins espagnols, italiens, grecs, irlandais appliquent, en vertu de différentes dérogations, un taux réduit à la restauration. Un abaissement du taux de TVA applicable à la restauration permettrait de relancer cette activité et le marché du travail. La perte de recettes fiscales qui résulterait d'une telle mesure pourrait être compensée dans une large mesure par l'augmentation des recettes fiscales résultant du développement de l'activité de restauration (impôt sur les bénéfices, taxe professionnelle ...) et par un accroissement du nombre d'emplois dans ce secteur. Certes, l'application de ce taux résulte non seulement du code général des impôts, mais également des dispositions de la direction communautaire du 19 octobre 1992, qui excluent la restauration de la liste des produits et services susceptibles d'être taxés au taux réduit de TVA dans les États membres de l'union européenne. Or, aux termes du nouveau programme de travail de la commission européenne, le champ d'application des taux réduits devrait être réexaminé d'ici la fin de l'année. C'est pourquoi, il lui demande si le gouvernement français ne pourrait pas entreprendre des démarches afin que les prestations de restauration puissent à l'avenir bénéficier du taux réduit de TVA.

Texte de la réponse

La directive no 92-77 du 19 octobre 1992, modifiant la sixième directive TVA, ne permet pas d'appliquer un taux de TVA autre que le taux normal aux ventes à consommer sur place. Le fait que la restauration ne figure pas sur la liste des biens et services pouvant bénéficier du taux réduit ne résulte pas d'une demande du gouvernement français, mais traduit la volonté des États membres de réserver l'application de ce taux aux produits de première nécessité ainsi qu'aux biens et services répondant à un objectif de politique sociale ou culturelle. Seuls les États membres qui, au 1er janvier 1991, appliquaient à la restauration un taux réduit, ont été autorisés à le maintenir à titre transitoire. En revanche, les pays qui, comme la France, appliquaient à cette date le taux normal de la TVA ne peuvent pas appliquer un taux réduit. Cela étant, il est rappelé que l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède appliquent aux opérations de vente à consommer sur place des taux de TVA compris entre 15 et 25 %. Il n'y a donc pas d'exception française dans ce domaine. En outre, une modification de la directive ne peut s'effectuer qu'à l'initiative de la Commission et requiert, s'agissant de la fiscalité, l'unanimité des États membres. Par ailleurs, l'application du taux réduit présenterait un coût budgétaire supérieur à 20 milliards de francs par an qui n'est pas compatible avec les efforts entrepris pour réduire les déficits publics. Cela étant, le Gouvernement est très attentif à la situation du secteur de la restauration dont la place dans la vie économique de notre pays et l'importance pour l'emploi sont reconnues. Il ne méconnaît pas que l'application dans ce secteur de taux de TVA différents est susceptible d'induire des distorsions de concurrence. C'est pourquoi le Premier ministre a confié au ministre de l'économie et des finances, en liaison avec le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre des petites et

moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat le soin d'organiser, dans le prolongement du rapport élaboré l'été dernier par M. Salustro, une table ronde associant les professionnels et les départements ministériels concernés, consacrée notamment aux règles de TVA applicables dans le secteur de la restauration. La réflexion méritera également d'être approfondie sur d'autres aspects, tels que les conditions d'accès aux cantines d'entreprises.

Données clés

Auteur : [M. Anciaux Jean-Paul](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47400

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 janvier 1997, page 183

Réponse publiée le : 17 mars 1997, page 1376